Institut Africain de Développement Économique et de Planification

61ème Réunion du Conseil d'administration de l'IDEP

Rapport de l'ADIF

IDEP/CA61/2026/info4

Rapport final du Forum sur l'impact du développement en Afrique (ADIF) 2026

Partie I : Résumé

Le Forum sur l'impact du développement en Afrique (ADIF) 2026 a été organisé par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) sur le thème **« Meilleures pratiques et solutions innovantes pour la création d'emplois en Afrique ».** Le Forum a abordé l'un des défis de développement les plus urgents de l'Afrique : traduire les données factuelles, le dialogue politique et les initiatives pilotes couronnées de succès en une mise en œuvre à grande échelle capable de générer des emplois productifs. Réunissant des gouvernements, des partenaires de développement, le secteur privé, le monde universitaire, des groupes de réflexion, des jeunes leaders et des organisations internationales, l'ADIF 2026 s'est positionné comme une plateforme axée sur la mise en œuvre, conçue pour aller au-delà du dialogue et s'orienter vers une action coordonnée en faveur de la transformation structurelle et de la création d'emplois. Le Forum a donc appelé à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre plus solides, de partenariats coordonnés et d'une plus grande responsabilisation afin d'accélérer la concrétisation des résultats.

Résultats des sessions thématiques de l'ADIF

Tout au long du Forum, les participants ont souligné que le défi de l'emploi en Afrique est avant tout un défi de mise en œuvre, qui nécessite des écosystèmes plus solides, un meilleur financement, le développement des compétences et une action politique coordonnée.

Les discussions sur l'entrepreneuriat des jeunes ont mis en évidence la nécessité d'aller au-delà de la simple augmentation du nombre de start-ups pour se concentrer sur le développement à grande échelle d'entreprises à forte croissance créatrices d'emplois durables. Les participants ont noté que, bien que des financements existent, ceux-ci restent largement inaccessibles aux jeunes en raison de l'insuffisance des produits financiers, des exigences en matière de garanties, de la fragmentation des systèmes de soutien et de la faiblesse des cadres politiques. Parmi les recommandations figuraient le développement du financement mixte et des garanties de crédit, le renforcement des écosystèmes entrepreneuriaux, l'amélioration des systèmes de données, ainsi que la mise en place d'un accompagnement à long terme et d'un soutien à l'accès au marché.

Concernant l'intelligence artificielle et l'avenir du travail, les participants ont convenu que l'IA présente à la fois des opportunités et des risques. Si l'automatisation peut remplacer certaines tâches, l'IA peut créer de nouvelles opportunités dans l'agriculture, la

santé, la finance et les services publics. Cependant, d'importantes lacunes subsistent en matière de compétences en IA, d'infrastructures numériques, de gouvernance des données et de données factuelles sur l'impact de l'IA dans les contextes africains. Les discussions ont souligné que les politiques en matière d'IA doivent se concentrer sur le soutien aux PME et à l'économie informelle, où travaillent la plupart des Africains, par le biais d'investissements dans les infrastructures numériques, les compétences adaptées à l'IA, des cadres souverains en matière d'IA et des solutions commerciales basées sur l'IA.

L'intégration régionale est apparue comme une voie essentielle pour la création d'emplois dans le cadre de la ZLECA. Les participants ont observé que la libéralisation tarifaire créait déjà de nouvelles opportunités de marché, mais que les entreprises dirigées par des jeunes et des PME continuaient de se heurter à des obstacles liés au financement du commerce, aux paiements transfrontaliers, à la fragmentation réglementaire et au règlement des litiges. Afin de débloquer les chaînes de valeur régionales, les participants ont appelé à la mise en œuvre complète du PAPSS, à la mise en place de systèmes de paiement numériques interopérables, à la mise en place de programmes de développement des fournisseurs, à la mise en place d'instruments de financement mixtes et au renforcement des infrastructures de commerce numérique.

En matière de développement des compétences et de préparation de la main-d'œuvre, des exemples de réussite ont été mis en avant en Éthiopie, au Ghana et au Rwanda, où les systèmes d'EFTP sont alignés sur les priorités nationales de développement. Les participants ont souligné que les systèmes de formation doivent répondre à la fois aux besoins des marchés du travail formels et informels et préparer les jeunes aux industries de demain. Parmi les recommandations figuraient l'alignement de l'EFTP sur les politiques industrielles, l'introduction de micro-certifications et d'apprentissages, le développement des plateformes d'apprentissage numériques, le renforcement de la participation de l'industrie à la conception des programmes d'études, ainsi que la mise en place de cadres continentaux pour la reconnaissance des compétences et la mobilité de la main-d'œuvre.

Lors des discussions sur l'industrialisation verte et les minéraux critiques, les participants ont souligné que les plus grandes opportunités d'emploi ne résident pas dans l'extraction, mais dans la transformation en aval, la fabrication,

et les énergies renouvelables. L'intégration régionale, la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance des compétences ont été identifiées comme des catalyseurs essentiels. Parmi les mesures recommandées figuraient le développement de chaînes de valeur vertes régionales, le soutien à la fabrication de batteries et aux industries des énergies renouvelables, la mise en place d'un « passeport africain des compétences », le développement des emplois verts et le renforcement des systèmes de formation pilotés par l'industrie.

Les discussions sur l'industrialisation ont souligné la nécessité pour l'Afrique de dépasser le stade de l'exportation de matières premières et de développer à la place des industries compétitives dans les secteurs des minéraux verts, de l'industrie manufacturière, des produits pharmaceutiques, de l'agroalimentaire, du tourisme, des énergies renouvelables et des services numériques. Les participants ont insisté sur le fait que l'économie informelle ne devait pas être considérée comme une caractéristique permanente des économies africaines, mais qu'elle devait être transformée grâce à l'industrialisation, à la création de valeur ajoutée, au renforcement des institutions, aux investissements dans les infrastructures régionales et à une meilleure mise en œuvre des politiques.

La session consacrée aux industries créatives a mis en évidence le potentiel considérable de ce secteur pour créer des emplois tout au long des chaînes de valeur, notamment dans la production, la conception, le marketing, l'édition et les services numériques. Les participants ont souligné qu'un soutien accru aux créateurs pourrait stimuler la croissance économique, réduire la migration irrégulière et renforcer la cohésion sociale. Parmi les principales recommandations figuraient l'amélioration de la protection de la propriété intellectuelle, l'élargissement du financement du secteur créatif, le soutien au développement des marques africaines et l'investissement dans l'entrepreneuriat créatif et le développement des compétences.

L'une des innovations phares du Forum a été le « Hackathon sur les politiques et les stratégies », qui a mis en évidence la créativité et le leadership des jeunes Africains face aux défis de l'emploi. Neuf équipes pluridisciplinaires ont présenté des solutions innovantes en matière de politiques publiques et d'entreprise ; cinq finalistes ont été sélectionnés sur la base de critères d'innovation, de faisabilité, d'évolutivité et d'impact potentiel. Plutôt que de considérer les jeunes comme de simples bénéficiaires du développement, le Hackathon les a positionnés en tant que co-créateurs de solutions et a mis en place un dispositif grâce auquel les innovations prometteuses bénéficieront d'un accompagnement continu, d'une mise en relation avec des partenaires et d'un soutien à la mise en œuvre dans le cadre du programme « ADIF Implementation Clock ».

L'ADIF 2026 a été largement considéré comme un succès tant sur le plan technique qu'opérationnel. **Les participants ont unanimement salué l'accent mis par le Forum sur la mise en œuvre, décrivant l'ADIF comme une plateforme « différente » car elle privilégie la responsabilité, les partenariats et la concrétisation plutôt que la simple formulation de recommandations**. La série de webinaires organisés pendant les cinq mois précédant le Forum a considérablement renforcé la qualité des discussions en permettant un dialogue fondé sur des données factuelles avant l'événement. Sur le plan opérationnel, le Forum s'est déroulé avec succès grâce à une collaboration étroite entre les divisions de la CEA, les services chargés de la gestion des conférences, des technologies de l'information et de la communication, de la logistique, des finances, des marchés publics, de la communication et les institutions partenaires, et ce malgré des contraintes de ressources considérables. La fiche d'évaluation des performances a fait état d'un taux de satisfaction exceptionnellement élevé des participants (96 %), d'une grande pertinence des contenus, d'une logistique efficace et d'une implication remarquable des jeunes.

Le rapport met également en évidence des enseignements opérationnels importants pour les prochaines éditions. Le retard pris dans la validation du budget a eu des répercussions sur la planification, les marchés publics, la mobilisation des parties prenantes et la participation des pouvoirs publics. Les rôles et les responsabilités n'ont pas toujours été clairement définis, le Secrétariat a fonctionné avec des effectifs limités par rapport à l'ampleur de l'événement, les systèmes de gestion des participants doivent être renforcés, et le programme gagnerait à offrir davantage d'opportunités de mise en réseau et à rationaliser la programmation. Le rapport recommande une planification plus précoce, des modalités de gouvernance plus claires, un renforcement des capacités du Secrétariat, des procédures opérationnelles standardisées et une architecture de mise en œuvre renforcée afin de maximiser l'impact à long terme de l'ADIF.

L'un des résultats marquants de l'ADIF 2026 a été l'adoption d'un programme de mise en œuvre commun. Les États membres se sont engagés à renforcer les écosystèmes d'entrepreneuriat, à investir dans les compétences et la préparation à l'intelligence artificielle, à promouvoir l'industrialisation et l'intégration régionale, et à faire progresser la mise en œuvre de la ZLECA. La CEA s'est engagée à fournir un appui aux politiques fondé sur des données factuelles, à mettre en place des partenariats, à suivre les progrès et à faciliter l'apprentissage entre pairs. Les partenaires de développement se sont engagés à étendre l'assistance technique et le financement mixte ; le secteur privé s'est engagé à investir dans les entreprises de jeunes et le développement des fournisseurs ; les groupes de réflexion se sont engagés à renforcer la production de données factuelles et le suivi ; et les jeunes leaders se sont engagés à continuer de stimuler l'innovation et de plaider en faveur de la responsabilisation. Ces engagements constituent un nouveau pacte social pour la création d'emplois, fondé sur la responsabilité partagée et l'action collective.

Afin de garantir que ces engagements se traduisent par des résultats mesurables, le rapport propose le **« Compteur de mise en œuvre post-Forum de l'ADIF »** comme principal mécanisme de mise en œuvre du Forum. **Ce compteur est conçu comme une plateforme multipartite et partagée, qui coordonne la mise en œuvre par le biais de communautés de pratiques d' , de tableaux de bord de suivi de la mise en œuvre, de partenariats stratégiques, d'un soutien technique consultatif et de bilans annuels.**

Cinq actions prioritaires initiales ont été identifiées : renforcer les écosystèmes d'entrepreneuriat des jeunes ; développer les compétences liées à l'intelligence artificielle et favoriser la transformation numérique ; accélérer la mise en œuvre de la ZLECA et des chaînes de valeur régionales ; développer les compétences pour les industries de demain et l'industrialisation verte ; et rendre opérationnel le Partenariat de mise en œuvre de l'ADIF. Ensemble, ces priorités constituent une feuille de route concrète pour une action coordonnée au cours des 24 prochains mois.

Enfin, le rapport conclut que la concrétisation des ambitions de l'ADIF 2026 nécessite une coordination soutenue au-delà du Forum lui-même. Il recommande la mise en place d'une fonction de coordination dédiée pendant la phase initiale de mise en œuvre afin de rendre opérationnel le « compteur de mise en œuvre », d'établir des dispositifs de gouvernance, de mobiliser des partenariats, de lancer des communautés de pratique, de développer des systèmes de suivi et de soutenir la réalisation des actions prioritaires convenues. En institutionnalisant le soutien à la mise en œuvre, l'ADIF peut passer d'un forum continental couronné de succès à une plateforme fonctionnant toute l'année qui fait le lien entre les données factuelles, les partenariats et la mise en œuvre des politiques, aidant ainsi les États membres et les partenaires à traduire leurs engagements en progrès mesurables dans le cadre du programme africain pour l'emploi.

Table des matières

Rapport final du Forum sur l'impact du développement en Afrique (ADIF) 2026....1

Partie I: Résumé 1

1. Introduction et théorie du changement....7

1.1 Le défi de l'emploi en Afrique 7

1.2 Pourquoi l'ADIF? 7

1.3 Théorie du changement de l'ADIF 8

2. Évaluation technique et opérationnelle de l'ADIF 2026 8

2.2 Succès techniques de l'ADIF 8

2.3 Défis techniques de l'ADIF 2026 9

Tableau 1: Défis techniques de l'ADIF 2026 et recommandations concrètes....10

Succès opérationnels de l'ADIF 2026....10

2.4 ADIF 2026: défis opérationnels et axes d'amélioration....11

Tableau 2: Défis opérationnels de l'ADIF 2026 et recommandations concrètes 13

3. Résultats des sessions....14

3.1 Session A: Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes à forte croissance en Afrique 14

3.2 Session B: L'IA et l'emploi en Afrique: opportunité ou bouleversement?....15

3.3 Session C: Libérer le potentiel des chaînes de valeur régionales pour les PME dans le cadre de l'AfCFTA16

3.4 Session D: Développement des compétences et préparation à l'emploi....17

3.5 Session E: De l'extraction à l'emploi: construire des chaînes de valeur des minéraux verts centrées sur les jeunes 18

3.6 Session F: Les industries du futur – Secteurs transformateurs et à forte intensité de main-d'œuvre 19

3.7 Session G: Industries créatives et création d'emploi 20

3.8 Hackathon sur les politiques et la stratégie 20

3.9 Dialogue des jeunes sur l'architecture financière mondiale et le Pacte pour l'avenir 22

4. Engagements et feuille de route de mise en œuvre de l'ADIF....23

4.1 Engagements....23

4.2 Feuille de route « Implementation Clock » de l'ADIF 25

4.3 Responsabilité et gouvernance: le cadre RACI....29

5. Arguments en faveur d'une coordination continue et d'un soutien à la mise en œuvre ...29

Point 1: Tableau de bord des performances 30

Annexe 2: Cadre RACI....32

1. Introduction et théorie du changement

1.1 Le défi de l’ de l’emploi en Afrique

L'Afrique connaît l'une des transitions démographiques les plus rapides au monde. La jeunesse de la population du continent constitue une source importante d'innovation, d'esprit d'entreprise et de productivité. Cependant, ce dividende démographique ne pourra se concrétiser que si les économies génèrent suffisamment d'opportunités d'emploi productif. Malgré une forte croissance économique dans plusieurs pays au cours des dernières décennies, la création d'emplois a souvent été à la traîne par rapport à la croissance de la population active, ce qui s'est traduit par un taux élevé de chômage et de sous-emploi chez les jeunes.

1.2 Pourquoi l’ADIF ?

Le Forum sur l’impact du développement en Afrique (ADIF) a été créé pour combler une lacune de longue date dans l’écosystème du développement africain : le décalage entre la production de données factuelles et leur mise en œuvre. Trop souvent, les idées prometteuses, les résultats de recherche et les projets pilotes ne se traduisent pas par des interventions à grande échelle susceptibles d’améliorer les moyens de subsistance et de créer des emplois. L’ADIF répond à ce défi en créant une plateforme qui rassemble des décideurs politiques, des praticiens, des entrepreneurs, des chercheurs, des jeunes et des partenaires du développement afin d’identifier des solutions concrètes et de soutenir leur mise en œuvre efficace. Le déficit de mise en œuvre en Afrique est structurel et nécessite des mécanismes spécifiques permettant de transformer les idées et les solutions en résultats concrets. L’ADIF vise donc non seulement à faciliter le dialogue, mais aussi à créer des mécanismes de responsabilisation, à favoriser les partenariats et à soutenir la mise en œuvre sur le long terme.

Le Forum sur l’impact du développement en Afrique (ADIF) 2026 s’est tenu sous le thème « Meilleures pratiques et solutions innovantes pour la création d’emplois en Afrique », dans le but d’aller au-delà du simple diagnostic pour se tourner vers des solutions axées sur la mise en œuvre, capables de générer des emplois décents à grande échelle. Ce forum constitue une solide plateforme multipartite qui a réuni des gouvernements, des leaders de la jeunesse, des partenaires de développement, des acteurs du secteur privé, des universitaires, des groupes de réflexion et des organisations internationales afin d’identifier des voies concrètes pour une création d’emplois inclusive et durable. Le programme du forum reflétait cette ambition à travers une combinaison de dialogues de haut niveau, de sessions thématiques consacrées aux solutions, d’un hackathon sur les politiques et les stratégies, ainsi que d’une table ronde de simulation destinée à tester la résistance des voies de mise en œuvre.

1.3 Théorie du changement de l'ADIF

L'ADIF repose sur une théorie du changement simple mais puissante :

Données factuelles → Dialogue → Innovation → Partenariats → Mise en œuvre → Impact

Le Forum reconnaît que les données à elles seules ne suffisent pas et que les résultats ne se concrétisent que lorsque la recherche éclaire les politiques, que les partenariats mobilisent des ressources, que les institutions rendent des comptes et mettent en œuvre efficacement des solutions mesurables. La mise en place du « compteur de mise en œuvre de l'ADIF » reflète cet engagement à assurer la continuité entre le dialogue et la mise en œuvre.

2. Évaluation technique et opérationnelle de l'ADIF 2026

2.2 Succès techniques de l'ADIF

Voir Annexe 1 : Tableau de bord des performances

- **Tout au long du Forum, les participants et les partenaires ont souligné le caractère distinctif de l'ADIF, plusieurs d'entre eux ayant fait remarquer sur que** « l'ADIF est différent » **et que** « l'ADIF est concret » **en raison de l'importance qu'il accorde à la mise en œuvre plutôt qu'au simple dialogue.** L'ADIF 2026 a démontré que le principal défi de l'Afrique reste le fossé persistant entre les données factuelles, les politiques et la mise en œuvre. Contrairement à de nombreux forums politiques qui se concluent par des recommandations, l'ADIF a délibérément mis l'accent sur la responsabilité, les solutions pratiques et un suivi durable. Le véritable frein à la création d'emplois réside dans l'incapacité à traduire les projets pilotes réussis, les résultats de recherche et les engagements politiques en interventions à grande échelle capables de générer des emplois et de favoriser la transformation économique. **Ce fossé de mise en œuvre s'est imposé comme un thème central du Forum et a présidé à la création du « Compteur de mise en œuvre post-Forum de l'ADIF ».**

- **La qualité et la pertinence du programme du Forum ont été largement saluées par les participants et les partenaires.** Les sessions thématiques consacrées à l'entrepreneuriat des jeunes, à l'intelligence artificielle et à l'avenir du travail, aux chaînes de valeur régionales dans le cadre de la ZLECA, aux industries créatives, à l'industrialisation verte, au développement des compétences et à l'architecture financière mondiale ont été saluées pour leur orientation pratique et leur pertinence intersectorielle. Plutôt que de traiter ces questions de manière isolée, les discussions ont mis en évidence l'interdépendance des enjeux liés à l'emploi en Afrique et ont donné lieu à des solutions intégrées et fondées sur des données factuelles, reflétant la diversité des priorités de développement du continent.

- **Un facteur clé ayant contribué à la qualité des discussions a été la série de webinaires de bilan organisés pendant les cinq mois précédant le Forum, qui a constitué une**

base importante pour l'ordre du jour de fond de celui-ci. Ces webinaires ont permis à des experts, des décideurs politiques, des chercheurs et des praticiens d'examiner les données émergentes, d'identifier les défis de mise en œuvre et d'affiner les recommandations politiques bien avant le Forum. En conséquence, les discussions de l'ADIF sont allées au-delà d'un simple dialogue introductif et ont pu se concentrer sur des solutions pratiques, des voies de mise en œuvre et des opportunités de partenariat. Cette approche « des données à l'action » a distingué l'ADIF de nombreuses conférences traditionnelles et a garanti que les recommandations s'appuyaient sur des consultations préalables et des analyses techniques.

- **L'un des grands succès de l'ADIF 2026 a été de positionner les jeunes comme des porteurs de solutions plutôt que comme de simples bénéficiaires passifs.** Le « Hackathon des politiques et stratégies », qui a constitué l'une des innovations phares du Forum, a mis en avant l'ingéniosité de la jeunesse africaine et démontré que les jeunes innovateurs ne sont pas seulement les bénéficiaires des interventions de développement, mais aussi les architectes actifs de l'avenir de l'Afrique. Les jeunes entrepreneurs ont présenté des solutions d' s évolutives portant sur l'emploi, l'industrialisation, l'agriculture, les énergies propres et le commerce. Ces innovations ont démontré que les jeunes Africains possèdent la créativité et la capacité nécessaires pour relever certains des défis les plus urgents du continent. Les jeunes (membres du YEN) étaient exceptionnellement bien préparés, se sont fortement impliqués et ont fait preuve d'une réelle maturité.

- **Le Forum s'est largement appuyé sur les données fournies par la CEA et des instituts de recherche externes, des groupes de réflexion et des praticiens, notamment des partenaires clés : l'Oxford Martin School de l'université d'Oxford et l'Africa Center for Economic Transformation (ACET).** Les discussions s'appuyaient sur des données et des expériences nationales, garantissant ainsi que les recommandations restaient concrètes et adaptées au contexte. De plus, l'ADIF a favorisé la création de nouveaux partenariats et le renforcement de ceux existants entre les gouvernements, le monde universitaire, les partenaires de développement, le secteur privé et les musiciens. Ces partenariats sont essentiels pour mobiliser des financements, déployer l'innovation à grande échelle et soutenir la mise en œuvre à long terme.

2.3 Défis techniques de l'ADIF 2026

Voir Annexe 1 : Tableau de bord des performances

- **Le programme de l'ADIF 2026 était très ambitieux pour un événement de deux jours.** Si l'étendue et la diversité des contenus ont été largement appréciées par les participants, l'ordre du jour était particulièrement chargé, avec de multiples sessions thématiques, le Dialogue des jeunes, le hackathon, la table ronde de simulation, le salon des connaissances, les activités de réseautage et les séances de clôture, qui se disputaient toutes un temps limité. En conséquence, plusieurs discussions ont semblé s'effectuer dans l'urgence, le temps manquant pour approfondir les échanges, favoriser l'interaction avec le public, affiner les solutions et nouer des partenariats. Certains intervenants et participants

ont fait remarquer que la richesse du contenu aurait justifié des périodes de discussion plus longues, en particulier pour les sessions axées sur les voies de mise en œuvre et la résolution concrète des problèmes.

- **Les prochaines éditions de l'ADIF pourraient tirer parti d'une structure de programme plus rationalisée, privilégiant un nombre réduit de sessions à fort impact, avec des liens plus clairs vers les résultats concrets**. Un regroupement thématique plus marqué, des tables rondes plus ciblées et du temps dédié au réseautage, à la

la conclusion d'accords et l'incubation de solutions permettraient aux participants de s'impliquer de manière plus constructive et de maximiser la valeur de l'approche « des données à l'action » du Forum.

Tableau 1 : Défis techniques de l'ADIF 2026 et recommandations d' s concrètes

s techniques	Recommandations concrètes
Temps insuffisant pour un engagement plus approfondi et une interaction avec le public, en raison d'un nombre trop élevé de sessions concentrées sur deux jours	Encourager l'organisation de sessions conjointes entre 2 ou 3 divisions, par exemple, une session réunissant la SRO-SA et la RITD
	Standardiser la conception des sessions : 3 à 4 intervenants maximum, des pauses d'au moins 30 minutes et un « » dédié temps consacré au réseautage et aux ateliers dans le programme

Succès opérationnels de l'ADIF 2026

Voir l'annexe 1 : Tableau de bord des performances

- **L'ADIF 2026 a été mené à bien grâce au dévouement, au professionnalisme et à la collaboration exceptionnels du personnel de la CEA et des institutions partenaires.** Le personnel des divisions techniques, de la gestion des conférences, des TIC, de la logistique, des marchés publics, des finances, de la communication et des services administratifs a travaillé de concert pour organiser un forum continental complexe réunissant de multiples parties prenantes. Le fort engagement dont ont fait preuve toutes les équipes a permis de gérer efficacement les défis opérationnels, ce qui a abouti à un événement de grande qualité qui a atteint ses objectifs stratégiques. Un leadership fort durant les dernières étapes de la préparation a joué un rôle particulièrement déterminant pour maintenir la dynamique, coordonner les multiples axes de travail, résoudre les problèmes en suspens et garantir le bon déroulement du Forum.
- **Le Forum a également bénéficié de l'engagement exceptionnel des collègues de l'Institut africain pour le développement économique et la planification (IDEP), qui ont participé activement au groupe de travail chargé de la coordination de**

l'événement malgré les décalages horaires. Les membres de l'équipe ont régulièrement pris part à des réunions de coordination dès 5 h du matin, heure locale, faisant preuve d'un dévouement remarquable et renforçant ainsi le solide partenariat institutionnel qui a permis la réussite de l'ADIF 2026.

- **La qualité de l'animation a également contribué de manière significative au succès du Forum.** Une modération professionnelle a permis de garantir que les discussions restaient ciblées, interactives et respectaient les délais prévus, malgré un programme ambitieux. Le hackathon « Politiques et stratégies » a présenté avec succès neuf solutions proposées par des jeunes pour relever les défis de l'emploi et de la transformation structurelle, et cinq finalistes ont été sélectionnés pour passer à la phase de mise en œuvre. Ce hackathon a démontré la créativité, l'innovation et le potentiel de mise en œuvre des jeunes Africains

- **La mise en œuvre opérationnelle a été tout aussi réussie grâce à une collaboration exceptionnelle entre les différentes fonctions de soutien.** La Section des publications, des conférences et des services gérés (PCMS) a fourni des services de conférence de haute qualité malgré une pression temporelle considérable, assurant un soutien audiovisuel sans faille, des badges numériques, des services d'interprétation, une gestion du son et le bon déroulement général du programme. L'équipe TIC a maintenu une infrastructure numérique fiable tout au long de l'événement, avec un seul incident technique mineur qui a été résolu rapidement sans perturber le déroulement des travaux. Le service de gestion des installations a répondu rapidement aux besoins opérationnels et la société externe de gestion d'événements a apporté une valeur ajoutée considérable en organisant avec succès le Salon des connaissances et en coordonnant des activités culturelles qui ont enrichi l'expérience globale des participants et mis en valeur l'innovation et la créativité africaines. Les services de restauration ont été fournis selon des normes de qualité élevées et constantes, sans qu'aucun incident lié à la sécurité alimentaire n'ait été signalé, marquant ainsi la troisième année consécutive au cours de laquelle l'ADIF a assuré avec succès des services de restauration à grande échelle sans incident.

2.4 ADIF 2026 : défis opérationnels et axes d'amélioration

Voir l'annexe 1 : Tableau de bord des performances

- **La confirmation tardive du budget du Forum, alors que la planification avait débuté environ un an à l'avance, a eu des répercussions en cascade sur la mise en œuvre du programme.** Les contraintes budgétaires et les retards dans l'approbation du budget ont affecté la planification, les marchés publics, les invitations des intervenants, l'organisation des déplacements et de l'hébergement, la sensibilisation des pouvoirs publics et d'autres activités opérationnelles, ce qui a finalement limité la participation de certains États membres et partenaires externes. Les prochaines éditions gagneraient à bénéficier d'une confirmation budgétaire plus précoce, en adéquation avec l'ampleur et l'ambition

visées pour le Forum, ce qui permettrait une planification en temps utile, la mobilisation des ressources et l'engagement des parties prenantes.

- **Les rôles, les responsabilités et les processus décisionnels n'étaient pas toujours suffisamment définis, ce qui a entraîné des doubles emplois, des retards dans les validations et une incertitude quant à la responsabilité des principaux livrables.** Un engagement institutionnel accru de la part de toutes les divisions techniques dès le début, soutenu par une structure de gouvernance clairement définie et un cadre RACI, renforcerait la coordination et consoliderait l'ADIF en tant qu'initiative phare à l'échelle de l'institution, plutôt que comme une initiative menée par une seule division.

- **Le Secrétariat de l'ADIF a fonctionné avec des ressources humaines insuffisantes au regard de l'ampleur de cet événement continental extrêmement complexe**. Une équipe relativement réduite, composée de trois personnes (dont un consultant coordinateur principal), a géré l'élaboration du programme, impliquant de multiples partenaires, intervenants, jeunes participants, membres du jury, exposants et événements parallèles. De plus, l'équipe était chargée de la logistique, de la communication et de la coordination interfonctionnelle, ce qui a exercé une pression considérable sur le personnel tout au long de la période de préparation. Les futurs forums gagneraient à disposer d'un secrétariat élargi, doté de responsables fonctionnels dédiés et de points de contact intégrés au sein des divisions, afin d'améliorer la coordination, la répartition de la charge de travail et l'efficacité de la mise en œuvre.

- **Plusieurs aspects liés à l'inscription des participants, à la gestion des parties prenantes, à la logistique des intervenants et aux services de documentation gagneraient à faire l'objet d'une planification et d'une coordination plus précoces, ainsi que de procédures standardisées**. Il s'agit notamment de définir les critères de sélection des participants avant l'ouverture des inscriptions, de simplifier le processus d'inscription, d'améliorer les flux de communication et de renforcer l'engagement précoce des États membres et des principaux groupes de parties prenantes. Une communication plus précoce favoriserait également une représentation plus équilibrée des gouvernements, des femmes, des organisations de base et des jeunes, conformément à l'engagement de l'ADIF en faveur d'une participation inclusive. L'élaboration de procédures opérationnelles standardisées, de calendriers de planification intégrés et d'une communication plus précoce entre les fonctions de soutien permettrait d'améliorer l'efficacité et de réduire les pressions de mise en œuvre de dernière minute.
- **L'ambition et l'envergure du programme ont été largement saluées ; toutefois, la densité des sessions a limité les possibilités de réseautage, de réflexion et de collaboration informelle.** Les variations dans la composition des tables rondes, les pauses trop courtes et les dépassements de temps du programme ont réduit la flexibilité lors de la mise en œuvre. Les prochaines éditions devraient adopter une structure de programme plus

rationalisée, avec des formats de tables rondes standardisés, des sessions dédiées au réseautage et des temps de transition suffisants entre les événements afin de renforcer l'engagement des participants et de faciliter la création de partenariats.

- **Le fait que l'ADIF se soit tenu immédiatement après d'autres grandes conférences de la CEA (ABF, CoM et ARFSD) a contribué à une certaine lassitude face aux réunions, tant chez les participants que chez le personnel.** Les prochaines éditions devraient envisager de programmer le Forum plus tard dans l'année civile afin d'optimiser la participation et la visibilité. En outre, une meilleure coordination entre l'ADIF et les autres plateformes phares de la CEA permettrait de définir un discours institutionnel cohérent sur le programme de transformation structurelle de l'Afrique.

Les enseignements tirés de l' e fournissent des orientations pratiques pour renforcer les futures éditions de l'ADIF et soulignent l'importance d'une planification précoce, de modalités de gouvernance claires, de ressources adéquates et d'une architecture de mise en œuvre solide afin de maximiser l'impact à long terme du Forum.

Tableau 2 : Défis opérationnels de l'ADIF 2026 et recommandations concrètes

Défis opérationnels	Recommandations concrètes
Les contraintes budgétaires et les retards dans l'approbation du budget ont affecté la planification, les marchés publics, les invitations des intervenants, l' des déplacements des s et l' des modalités d'hébergement et la sensibilisation des pouvoirs publics.	Une confirmation plus précoce du budget, en adéquation avec l'ampleur et l'ambition prévues du Forum, permettrait une planification en temps utile de l' , la mobilisation des ressources d' , l' , ainsi que l' et l'implication des parties prenantes.
Les rôles, les responsabilités et les processus décisionnels n'étaient pas toujours suffisamment définis, ce qui a entraîné des doublons, des retards dans les validations et une incertitude quant à la propriété des principaux .	Une structure de gouvernance et un cadre RACI clairement définis permettraient de renforcer la coordination et de consolider l'ADIF en tant qu'initiative phare à l'échelle de l'institution.
Une équipe relativement réduite de quatre personnes (dont un consultant coordinateur principal) a géré l'élaboration du programme compte tenu de l'ampleur de cet cet événement continental extrêmement complexe.	L'élargissement du secrétariat de l'ADIF, avec des responsables fonctionnels dédiés et des points de contact divisionnaires intégrés à , permet d'améliorer la coordination , la répartition de la charge de travail et l'efficacité de la mise en œuvre.

Défis opérationnels	Recommandations concrètes
Inscription des parties prenantes non coordonnée et inefficace, processus de sélection pour l'inscription peu clair et communication lente avec les participants.	Planification plus précoce, coordination et procédures standardisées pour l'inscription des parties prenantes. Établir des critères de sélection des participants, simplifier le processus d'inscription, améliorer les flux de communication et renforcer l'implication précoce avec États membres et principaux groupes de parties prenantes
Manque de temps pour un engagement plus approfondi et une interaction avec le public, car trop de sessions ont été concentrées sur deux jours	Encourager l'organisation de sessions conjointes entre deux ou trois divisions, par exemple, une session avec SRO-SA et RITD
	Harmoniser la structure des sessions : 3 à 4 intervenants au maximum, des pauses d'au moins 30 minutes et des au réseautage et aux ateliers en petits groupes dans le programme.
L'« ADIF Implementation Clock » a été présenté comme le principal mécanisme de suivi du Forum, mais ses modalités de gouvernance, sa feuille de route de mise en œuvre et son intégration dans les restent à mettre en œuvre.	La mise en place de ces mécanismes constituera une prochaine étape cruciale pour garantir que les engagements pris lors du Forum se traduisent par une mise en œuvre durable et un impact mesurable.

3. Résultats des sessions

Acro Au cours des sessions thématiques, un message commun s'est dégagé : **l'Afrique dispose des idées, des ressources et des talents nécessaires pour créer des emplois à grande échelle, mais la libération de ce potentiel nécessite des institutions plus solides, des écosystèmes intégrés, des financements innovants, une coopération régionale et des partenariats axés sur la mise en œuvre.** Les discussions ont souligné que la création d'emplois ne peut se faire par le biais d'interventions isolées, mais grâce à des efforts coordonnés impliquant les gouvernements, les acteurs du secteur privé, les partenaires de développement et les jeunes eux-mêmes.

3.1 Session A : Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes à forte croissance en Afrique

Contexte

L'entrepreneuriat des jeunes a été reconnu comme un pilier essentiel de la stratégie africaine en matière d'emploi, même si les participants ont souligné que l'entrepreneuriat ne peut à lui seul résoudre le défi de l'emploi sur le continent. Il doit au contraire s' r dans le cadre plus large des programmes de transformation structurelle et d'industrialisation. La session a examiné

comment l'Afrique peut soutenir les entreprises à forte croissance capables de générer des emplois durables. La session

s'est appuyée sur les discussions précédentes de l'ADIF consacrées à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes à forte croissance pour la création d'emplois en Afrique.

Principaux enseignements et solutions

Les participants ont identifié plusieurs obstacles freinant la croissance des entreprises jeunes, ont formulé des observations importantes et ont proposé plusieurs mesures concrètes :

Principaux enseignements	Solutions et mesures clés
L'entrepreneuriat doit se concentrer sur le développement des entreprises créatrices d'emplois plutôt que sur l a simple multiplication des start-ups. Malgré la sous-représentation des femmes et des groupes marginalisés, le dividende démographique de l'Afrique représente globalement à la fois une opportunité et un impératif politique.	Renforcer les politiques en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes. Développer des produits financiers spécifiques aux jeunes et aux femmes et étendre les programmes de mentorat structurés.
Les ressources financières existent, mais elles sont souvent inaccessibles ou mal adaptées aux besoins des jeunes. L'accès limité au financement, dû aux exigences en matière de garanties, à l'insuffisance des produits financiers et à une forte dépendance vis-à-vis du capital-risque étranger, expose les start-ups aux .	L'accès à l'intelligence des données et aux technologies numériques peut améliorer l'accès au financement et aux marchés. Développer le financement mixte, les systèmes de garantie de crédit et les produits financiers axés sur les jeunes.
La faiblesse des cadres politiques, la lourdeur de la réglementation et la fragmentation des écosystèmes d'entrepreneuriat , où la formation, le financement et l'entrepreneuriat fonctionnent de manière indépendante.	Construire des écosystèmes d'entrepreneuriat intégrés en reliant les compétences, le financement, le mentorat, les marchés et la technologie.

3.2 Session B : L'IA et l'emploi en Afrique : opportunité ou bouleversement ?

Contexte

L'intelligence artificielle (IA) transforme rapidement les marchés du travail à l'échelle mondiale. L'IA présente à la fois des opportunités et des risques. Si l'automatisation peut entraîner la disparition de certaines tâches, l'IA peut également créer de nouvelles opportunités dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de la finance et des services publics. Cette session a examiné si l'IA allait créer ou détruire des emplois en Afrique et comment les décideurs politiques peuvent maximiser les opportunités tout en atténuant les risques. Elle s'est appuyée sur les discussions précédentes menées dans le cadre de l'ADIF concernant l'IA et l'emploi.

Principaux enseignements et solutions

Les participants ont mis en évidence plusieurs risques liés à l'IA et à l'emploi, ont formulé des observations importantes et ont proposé plusieurs mesures concrètes :

Principaux enseignements	Principales solutions et actions
Des lacunes subsistent en matière de compétences en IA, d'infrastructures numériques, de gouvernance des données et de données factuelles sur l'impact de l'IA dans les contextes africains.	Soutenir les applications de l'IA dans l'agriculture, la santé et la finance, et développer les services financiers numériques ainsi que les outils commerciaux basés sur l'IA destinés aux PME.
Importants déficits de compétences en IA et en technologies numériques, accès inégal aux infrastructures numériques et risque de l'aggravation des inégalités entre les entreprises et les travailleurs.	Investir dans les compétences adaptées à l'IA et dans les infrastructures numériques, et intégrer l'IA dans les stratégies nationales en matière d'emploi et de compétences .
La faiblesse des systèmes de gouvernance des données et le manque de recherches sur les impacts de l'IA dans les contextes africains compliquent la prise de décisions politiques.	Renforcer la gouvernance des données et les cadres souverains en matière d'IA, en soutenant les applications de l'IA dans l'agriculture, la santé et la finance, et en développant les services financiers numériques et les outils commerciaux basés sur l'IA destinés aux PME. Investir dans les compétences adaptées à l'IA, les infrastructures numériques et cadres de gouvernance souveraine de l'IA.

L'économie informelle afric e doit rester au cœur des discussions sur les politiques d'IA, car la plupart des Africains travaillent dans des entreprises informelles. L'IA devrait donc soutenir les PME et les entreprises informelles plutôt que uniquement aux entreprises formelles.	**Les politiques en matière d'IA doivent s'attacher à soutenir les PME et l'économie informelle, où travaillent la plupart des Africains, grâce à des investissements dans les infrastructures numériques, les compétences adaptées à l'IA, les cadres souverains en matière d'IA et les .**

3.3 Session C : Libérer le potentiel des chaînes de valeur régionales pour les PME dans le cadre de l' e de l'AfCFTA

Contexte

La ZLECA représente l'une des opportunités les plus importantes pour l'Afrique en matière de transformation économique et de création d'emplois. La libéralisation tarifaire prévue par la

ZLECA réoriente déjà les échanges vers les marchés intra-africains, créant ainsi de nouvelles opportunités. Cependant, les entreprises dirigées par des jeunes et des femmes continuent de se heurter à des obstacles importants pour participer au commerce régional. La session a exploré comment les chaînes de valeur régionales peuvent soutenir la croissance des entreprises et l'emploi. Cette session s'est appuyée sur les discussions précédentes de l'ADIF consacrées au bilan de la situation concernant le thème « Débloquer les chaînes de valeur régionales pour les PME dans le cadre de la ZLECA ».

Principaux enseignements et solutions

Les participants ont identifié plusieurs obstacles persistants qui empêchent les PME de tirer parti des opportunités d'accès aux chaînes de valeur régionales, ont formulé des observations importantes et proposé plusieurs mesures concrètes :

Principaux enseignements	Principales solutions et actions
Le développement des entreprises jeunes nécessite un financement coordonné, une infrastructure numérique , et des programmes de développement destinés aux fournisseurs .	Développer les programmes de développement des fournisseurs reliant les PME aux grandes entreprises, ainsi que les instruments de financement mixte afin de soutenir les PME dans le cadre de la ZLECA.
La faiblesse des systèmes de paiement transfrontaliers, les coûts de transaction élevés, les asymétries d'information, la fragmentation réglementaire, l'accès limité au financement du commerce et l'insuffisance des mécanismes de règlement des litiges constituent autant d'obstacles persistants pour les PME.	Mise en œuvre complète du PAPSS, de systèmes de paiement numériques interopérables et de mécanismes numériques de règlement des litiges.

3.4 Session D : Développement des compétences et préparation à l'emploi

Contexte

La population jeune de l'Afrique ne peut devenir un atout économique que si elle s'appuie sur des systèmes de formation professionnelle adaptés. Cette session a examiné comment l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et le développement de la main-d'œuvre peuvent mieux répondre aux besoins du marché du travail. Elle a également mis en avant des exemples de réussite en Éthiopie, au Ghana et au Rwanda, où les systèmes d'EFTP s'alignent sur les stratégies nationales de développement. Cette session s'est appuyée sur les discussions précédentes de l'ADIF consacrées au bilan de l'éducation, au développement des compétences, à l'EFTP et à la préparation à l'emploi.

Principaux enseignements et solutions

Les participants ont mis en évidence les principaux obstacles à la préparation à l'emploi, ont formulé des observations importantes et ont proposé plusieurs mesures concrètes :

Principaux enseignements	Principales solutions et actions
Faible alignement entre l'EFTP et les politiques	Aligner les systèmes d'enseignement et de formation professionnels sur les priorités industrielles.
Participation limitée du secteur privé à l'élaboration des programmes d'études conception	Impliquer l' , en , les s du secteur privé et les responsables lors de l' élaborer des programmes d'EFTP et de formation professionnelle.
Obstacles à la reconnaissance des compétences entre les pays	Introduire des micro-certifications et des formations en apprentissage, et créer des cadres continentaux pour la .
IA limitée	Développer les plateformes d'apprentissage numériques et intégrer l'IA dans les programmes d'enseignement.

3.5 Session E : De l'extraction à l'emploi : construire des chaînes de valeur des minéraux verts centrées sur les jeunes

Contexte

L'Afrique dispose d'abondantes ressources en minéraux critiques, essentiels à la transition écologique mondiale. Cependant, la majeure partie de la valeur ajoutée est générée en dehors du continent, et la création d'emplois y est limitée. Les sessions ont examiné comment l'Afrique peut créer des emplois grâce à une industrialisation verte et à une augmentation de la valeur ajoutée au sein du continent. La session s'est appuyée sur les discussions précédentes de l'ADIF portant sur le bilan de la chaîne de valeur des minéraux critiques et la création d'emplois.

Principaux enseignements et solutions

Les participants ont mis en évidence les principaux obstacles à la préparation à l'emploi, ont apporté des éclairages importants et ont proposé plusieurs mesures concrètes

:

Principales conclusions	Solutions et actions clés
Les acteurs de la chaîne de valeur des minéraux critiques limitent la valorisation des minéraux	Développer des chaînes de valeur vertes régionales, la fabrication de batteries, les industries des énergies renouvelables et des emplois verts.

Principales conclusions	Solutions et actions clés
On observe un décalage général entre l'offre et la demande de compétences ainsi qu'une faible mobilité de la main-d'œuvre.	Mettre en place un « passeport africain des compétences » pour favoriser la mobilité des compétences en Afrique. Renforcer les systèmes de formation pilotés par les entreprises.
Le déficit de financement et l'énergie constituent des contraintes majeures dans ce secteur	Collaborer avec des entreprises énergétiques étrangères et mettre en place mesures d'incitation en faveur des IDE.
Participation limitée des jeunes à l'élaboration de la politique industrielle dans le domaine des minéraux critiques	Collaborer avec les réseaux de jeunes et les universités afin d'impliquer les jeunes dans l'élaboration de la politique industrielle relative aux minéraux critiques.

3.6 Session F : Les industries du futur – Secteurs transformateurs et à forte intensité de main-d'œuvre

Contexte

Cette session a examiné comment l'Afrique peut opérer une transition vers des industries productives et à forte intensité de main-d'œuvre tout en gérant les changements technologiques et la transformation structurelle. Elle s'est appuyée sur les discussions précédentes de l'ADIF consacrées au bilan des « industries du futur ».

Principaux enseignements et solutions

Les participants ont mis en évidence les principales contraintes liées à la préparation à l'emploi, ont formulé des observations importantes et ont proposé plusieurs mesures concrètes :

Principaux enseignements	Principales solutions et actions
L'Afrique doit aller au-delà des exportations de matières premières et développer des industries compétitives dans les secteurs des minéraux verts, des produits pharmaceutiques, de l'industrie manufacturière, de l'agroalimentaire, du tourisme, des énergies renouvelables et des services numériques.	Accélérer l'industrialisation grâce aux chaînes de valeur régionales, aux zones économiques spéciales et à la création de valeur ajoutée au niveau national. Mobilisation des ressources nationales, investissements dans les infrastructures régionales.
Il ne faut pas idéaliser l'économie informelle, mais il faut la transformer.	Développer à grande échelle les outils basés sur l'IA et les services numériques destinés aux PME et aux entreprises du secteur informel. Offrir aux entreprises des incitations à se formaliser afin de permettre la croissance et l'investissement dans les secteurs d'activité. Renforcer les institutions et la mise en œuvre

Principaux enseignements	Principales solutions et actions
	des politiques

3.7 Session G : Industries créatives et création d' s d'emploi

Contexte

L'économie créative africaine est estimée à environ 60 milliards de dollars américains[1] et emploie près de cinq millions de personnes. Pourtant, l'Afrique ne représente que moins de 1 % des exportations créatives mondiales, qui s'élèvent à 2 100 milliards de dollars (CNUCED 2026)[2]. Au cours de la session, les participants ont souligné que les industries créatives génèrent des emplois tout au long des chaînes de valeur, notamment dans la conception, la production, le marketing, l'édition et les services numériques. Les intervenants ont souligné qu'un soutien accru aux créateurs peut réduire la migration illégale et favoriser la consolidation de la paix. La session a examiné comment les industries créatives peuvent stimuler l'emploi et la transformation économique.

Principaux enseignements et solutions

Les participants ont mis en évidence les principaux défis liés à la propriété intellectuelle et à la faible part des marchés mondiaux, ont formulé des observations importantes et ont proposé plusieurs mesures concrètes :

Principaux enseignements	Principales solutions et mesures
La faiblesse des systèmes de propriété intellectuelle et l'insuffisance infrastructures	Renforcer la protection de la propriété intellectuelle .
Faible captation de valeur sur les marchés mondiaux et financement limité	Développer les modes de financement innovants et le soutien aux marques et aux créateurs africains. Investir dans l'entrepreneuriat créatif et les compétences, en plus des compétences créatives.

3.8 Hackathon sur les politiques et la stratégie

Le Hackathon « Politiques et stratégies » de l'ADIF 2026 a mis en évidence la créativité, l'innovation et le leadership des jeunes Africains face au défi de l'emploi sur le continent. Conçu comme une plateforme pratique pour co-créer des solutions applicables, le Hackathon a réuni des équipes pluridisciplinaires afin de développer des solutions politiques et commerciales

innovantes, en phase avec le thème général du Forum : la création d'emplois et la transformation structurelle.

À l'issue d'un processus de sélection compétitif, **neuf équipes** ont présenté des solutions portant sur l'entrepreneuriat des jeunes, l'innovation numérique, le développement des compétences, la résilience climatique, l'inclusion financière et le développement industriel. Après évaluation par un jury indépendant, **cinq équipes finalistes** ont été sélectionnées en fonction du caractère innovant, de l'évolutivité, de la faisabilité et de l'impact potentiel de leurs propositions. Les finalistes ont bénéficié de retours techniques et d'un accompagnement afin de renforcer encore leurs plans de mise en œuvre.

Nom	Projet du hackathon	Classement au hackathon
Luc Nebnoma Oueadraogo, Burkina Faso	**REVI Burkina**	**Lauréate**
Eva Nyambura Muthoni, Kenya	**Main-d'œuvre solaire et résilience climatique au Kenya,**	**Finaliste**
Solomon Boakye, Ghana	**Credify**	**Finaliste**
Christian Njilou Ntieche, Cameroun	**IT KOLA**	**Finaliste**
Nandi Mkwanazi, Afrique du Sud	**Projet pilote de corridor commercial agroalimentaire (ATCP),**	**Finaliste**

1https://unctadstat.unctad.org/insights/theme/97

2 https://unctadstat.unctad.org/insights/theme/97

L'un des résultats les plus s du hackathon a été l'engagement à soutenir les solutions prometteuses au-delà du Forum grâce à l'« **ADIF Implementation Clock** ». Les innovations sélectionnées devraient bénéficier d'un accompagnement continu, de la mise en relation avec des partenaires, d'échanges de connaissances et d'opportunités de collaboration avec les gouvernements, les institutions de financement du développement, les partenaires du secteur privé et les organismes de recherche. Ce faisant, le hackathon a mis en place un important vivier permettant de transformer les innovations portées par les jeunes en solutions évolutives qui contribuent à la création d'emplois et à une transformation économique durable à travers l'Afrique.

3.9 Dialogue des jeunes sur l'architecture financière mondiale et le Pacte pour l'avenir

Le Dialogue des jeunes sur l'architecture financière mondiale a souligné la nécessité urgente de réformer les systèmes financiers mondiaux afin qu'ils soutiennent davantage les priorités de développement et les aspirations en matière d'emploi de l'Afrique. Les participants ont insisté sur le fait que les coûts d'emprunt élevés, la faible mobilisation des ressources nationales et les flux financiers illicites continuent de freiner le développement et la création d'emplois. Il est important de noter que cette session a repositionné les jeunes en tant qu'acteurs actifs de la transformation économique plutôt que comme de simples bénéficiaires passifs. Les participants ont appelé à :

- une baisse du coût du capital ;
- l'élargissement du financement concessionnel ;
- le renforcement de la gouvernance et de la transparence ;
- le développement de systèmes de notation de crédit dirigés par l'Afrique ;
- l'institutionnalisation de la participation des jeunes à l'élaboration des politiques.

La CEA a réaffirmé son engagement à soutenir le renforcement des capacités, le partage des connaissances et les plateformes qui permettent de mieux faire entendre la voix des jeunes dans les programmes de développement nationaux, régionaux et mondiaux.

Le Pacte pour l'avenir a souligné que les accords mondiaux ne peuvent être efficaces que s'ils sont compréhensibles et accessibles aux jeunes. Les participants ont insisté sur le fait que le langage technique empêche souvent les jeunes de participer de manière significative et ont appelé à la mise en place d'outils de communication simplifiés, tels que des animations, des vidéos et des supports adaptés aux jeunes.

La session a réaffirmé le principe selon lequel **« aucune décision concernant les jeunes ne devrait être prise sans eux ».** Les participants ont souligné que les jeunes contribuent déjà

au développement durable et qu'ils devraient être reconnus non seulement comme les leaders de demain, mais aussi comme les leaders d'aujourd'hui.

4. Engagements et feuille de route de mise en œuvre de l'ADIF

4.1 Engagements

L'une des caractéristiques déterminantes de l'ADIF 2026 a été la reconnaissance collective du fait que relever le défi de l'emploi en Afrique nécessite une collaboration sout e entre les gouvernements, les institutions régionales, l' e secteur privé, les partenaires de développement, le monde universitaire et les jeunes. Tout au long du Forum, les parties prenantes sont allées au-delà de l'identification des défis et ont formulé des engagements concrets visant à accélérer la mise en œuvre, à renforcer les institutions et à déployer à grande échelle des solutions pour la création d'emplois. Ces engagements constituent un nouveau pacte social pour la création d'emplois en Afrique, qui reconnaît que la mise en œuvre est une responsabilité partagée nécessitant une coordination continue, une obligation de rendre compte et un apprentissage adaptatif.

Parties prenantes	engagements
La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a réaffirmé son engagement à soutenir les États membres et ses partenaires pour traduire les idées en actions concrètes.	Soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, fournir un appui analytique, des conseils stratégiques et des produits de connaissance afin de renforcer la mise en œuvre, de faire entendre davantage la voix des jeunes et de créer des plateformes qui positionnent ces derniers comme des acteurs actifs de la transformation et garantissent leur participation effective à l'élaboration des politiques.
	Assurer le suivi des engagements, évaluer les progrès et faciliter l'apprentissage entre pairs par le biais de bilans et de communautés de pratique.
États membres Créer des environnements propices qui favorisent l'entrepreneuriat, l'industrialisation, l'innovation et l'intégration régionale.	Mettre en place des écosystèmes intégrés reliant le développement des compétences, le financement, le mentorat et l'accès au marché, et réduire les obstacles réglementaires et administratifs affectant les start-ups et les PME. Renforcer les écosystèmes d'entrepreneuriat des jeunes en élaborant des politiques globales en la matière, alignées sur les stratégies nationales de développement.
	Aligner les systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) sur les priorités industrielles et les besoins du

Parties prenantes	engagements
	marché du travail en développant la formation aux compétences numériques et à l'intelligence artificielle (IA), et en soutenant l'apprentissage tout au long de la vie et les systèmes de micro-certifications.
	Promouvoir la valorisation locale des minéraux critiques, en investissant dans les industries des énergies renouvelables et les emplois verts, et en facilitant la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance des compétences à travers l'Afrique.
	Accélérer la mise en œuvre de la ZLECA, développer et rendre interopérables les systèmes de paiement transfrontaliers, y compris les PAPSS, et renforcer les mécanismes de facilitation des échanges et de règlement des différends.
Partenaires de développement	Développer l' , le financement mixte , et renforcer
A reconnu l'importance de passer à	technique assistance et renforcement des capacités renforcement des capacités, soutien
au-delà des interventions liées à des projets	écosystèmes d'entrepreneuriat, investir dans les infrastructures numériques et
en vue d'un des renforcement .	préparer à l'IA, faciliter l'apprentissage régional et l'échange de connaissances.
Secteur privé Le secteur privé a été reconnu comme un moteur essentiel de la création d'emplois, de l'investissement, et de l'innovation.	Investir dans les entreprises dirigées par des jeunes, développer les programmes de formation des fournisseurs, participer à la conception des programmes d'enseignement et des formations en apprentissage, soutenir les écosystèmes d'innovation numérique et renforcer l'industrie manufacturière locale et la création de valeur ajoutée.
Groupes de réflexion	Les instituts de recherche s'engagent à fournir des données factuelles pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, à renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation, à produire des informations sur le marché du travail, et favoriser l'apprentissage et une mise en œuvre adaptative.

Parties prenantes	engagements
Jeunes leaders et entrepreneurs	Les jeunes participants ont réaffirmé leur rôle d'innovateurs, d'entrepreneurs et de leaders. Ils se sont engagés à continuer à développer des solutions évolutives, à promouvoir l'entrepreneuriat inclusif, à renforcer les réseaux d'apprentissage entre pairs et à de plaider en faveur de réformes politiques et de la responsabilisation.

Afin de garantir que ces engagements se traduisent par des résultats mesurables, l'ADIF propose qu'ils soient mis en œuvre par le biais du **« calendrier de mise en œuvre post-forum de l'ADIF »**, **qui servira de plateforme opérationnelle pour traduire les engagements en résultats mesurables dans le cadre d'une feuille de route de mise en œuvre s'étalant sur 12 à 24 mois et fournira un cadre structuré pour la coordination, le suivi, le développement de partenariats, le soutien technique et les bilans périodiques.**

Bien que les modalités détaillées de gouvernance soient élaborées en consultation avec les États membres et les partenaires, **l'objectif est d'établir une architecture de mise en œuvre claire qui attribue les responsabilités de direction, renforce la responsabilisation et soutienne la réalisation des priorités thématiques.**

4.2 Feuille de route « Implementation Clock » de l'ADIF

L'«horloge de mise en œuvre» est **une plateforme de mise en œuvre multipartite et de propriété conjointe** qui rassemble les partenaires afin de coordonner la mise en œuvre, de mobiliser des partenariats et d'accélérer la mise en œuvre. **Le tableau 3 ci-dessous présente les cinq actions prioritaires de l'horloge de mise en œuvre de l'ADIF**, qui aident les partenaires à surmonter les goulots d'étranglement liés à la mise en œuvre, à renforcer les capacités institutionnelles, à mobiliser des financements et à déployer à grande échelle les solutions efficaces issues de l'ADIF.

La mise en œuvre de ces actions prioritaires est coordonnée par le Partenariat de mise en œuvre de l'ADIF et soutenue par les quatre fonctions essentielles du « cadran de mise en œuvre » : faciliter le dialogue par le biais de **communautés de pratique thématiques** ; instaurer **la responsabilité grâce à des tableaux de bord de suivi de la mise en œuvre et à des bilans annuels ;** favoriser les partenariats entre les gouvernements, les institutions de financement du développement, les groupes de réflexion, les acteurs du secteur privé et les organisations de jeunesse ; et apporter **un soutien à la mise en œuvre par le biais de services de conseil technique, d'orientations politiques, d'accompagnement, de produits de connaissance et d'apprentissage entre pairs**. Chaque priorité relève de la responsabilité conjointe des États membres et des partenaires

stratégiques, la CEA assurant le rôle de secrétariat et d'organisateur continental afin de garantir la cohérence, de suivre les progrès et de faciliter l'apprentissage adaptatif. Cette approche par étapes permet à l'ADIF de démontrer des progrès mesurables sur un ensemble ciblé de priorités tout en créant un modèle évolutif pour étendre la mise en œuvre lors des futurs cycles du Forum.

Tableau 3 : Actions prioritaires pour le calendrier de mise en œuvre de l'ADIF (2026-2028)[1]

Action prioritaire	Engagements clés	Institutions chefs de file	Calendrier	Indicateurs de réussite
1. Renforcer les écosystèmes d'entrepreneuriat pour les jeunes	Développer des écosystèmes d'entrepreneuriat intégrés associant financement, compétences, mentorat, marchés et technologie ; développer le financement mixte et les produits financiers destinés aux jeunes ; réduire les obstacles auxquels sont confrontées les PME.	Partenaires phares : États membres, CEA, BAD, ACET, partenaires du secteur privé	**0 à 12 mois :** mettre en place des communautés de pratique, identifier les pays pilotes et les partenaires financiers. **12 à 24 mois :** soutenir la mise en œuvre des réformes pilotes et des partenariats au sein des écosystèmes.	Lancement de plans d'action nationaux en faveur de l'entrepreneuriat ; mise en place de nouveaux partenariats ; soutien à des initiatives de financement mixte ; accès des jeunes entrepreneurs au financement et au mentorat.
2. Favoriser le développement des compétences en IA et la transformation numérique	Soutenir les compétences adaptées à l'IA, les infrastructures numériques, les cadres souverains en matière d'IA et les applications de l'IA pour les PME, l'agriculture, la	Parrainer les États membres, la CEA (TCID), l'Oxford Martin School, Microsoft Afrique et les universités	**0 à 6 mois :** mettre en place une communauté de pratique sur l'IA et identifier des initiatives de démonstration. **6 à 24 mois :** soutenir l'élaboration de politiques en matière d'IA, les	Soutien apporté à des pays en matière de politique relative à l'IA ; lancement d'initiatives visant à développer les compétences en IA ; mise en place de partenariats ;

[1] Dans le cadre du hackathon et du dialogue des jeunes sur l'architecture financière mondiale, un dispositif spécifique de mentorat, d'accompagnement et d'événements connexes a été mis en place, qui doit être approuvé par le comité de pilotage (post-)ADIF.

Action prioritaire	Engagements clés	Institutions chefs de file	Calendrier	Indicateurs de réussite
	santé et les services publics.		programmes de compétences numériques et les applications pilotes d'IA.	mise en œuvre de projets pilotes dans le domaine de l'IA.
3. Accélérer la mise en œuvre de la ZLECA et	renforcer le développement des fournisseurs	États membres pilotes,	**0 à 12 mois :** identifier les chaînes de valeur prioritaires	Nouveaux partenariats régionaux

Action prioritaire	Engagements clés	Institutions chefs de file	Calendrier	Indicateurs de réussite
Chaînes de valeur régionales	programmes, mettre en œuvre le PAPSS, améliorer les paiements numériques, renforcer les chaînes de valeur régionales et la participation des PME au commerce intra-africain.	CEA (RITD), Afreximbank , Secrétariat de la ZLECA , Conseil africain des entreprises	chaînes et opportunités de partenariat. **12 à 24 mois :** soutenir la mise en œuvre des initiatives régionales en matière de commerce et de PME.	mise en place ; participation des PME aux chaînes de valeur régionales ; progrès réalisés dans l'adoption du PAPSS et les initiatives en matière de commerce transfrontalier.
4. Développer les compétences pour les industries de demain et l'industrialisation verte	Aligner l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) sur les priorités industrielles, développer les compétences	États membres chefs de file, CEA, BAD, ACET, OIT, UNESCO	**0 à 12 mois :** identifier les pays pilotes et élaborer des dispositifs d'accompagnement à la mise en œuvre. **12 à 24 mois :** lancer des initiatives pilotes reliant le développement des compétences en	Soutien aux réformes de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) ; mise en place de partenariats

Action prioritaire	Engagements clés	Institutions chefs de file	Calendrier	Indicateurs de réussite
	numériques et celles liées à l'intelligence artificielle, promouvoir les chaînes de valeur vertes, les industries des énergies renouvelables , la mobilité de la main-d'œuvre et le Passeport africain des compétences.		matière d' aux priorités industrielles.	avec le monde de l'entreprise ; lancement de programmes de formation aux compétences vertes ; avancées dans les initiatives visant à favoriser la mobilité de la main-d'œuvre .
5. Rendre opérationnel le partenariat pour la mise en œuvre de l'ADIF	Mettre en place des communautés de pratique, un tableau de bord de mise en œuvre, des bilans annuels, une plateforme de partenariat et des dispositions de gouvernance dans le cadre du « compteur de mise en œuvre » de l'ADIF.	Secrétariat de la CEA et comité directeur du partenariat de mise en œuvre de l'ADIF	**0 à 3 mois :** mettre en place les modalités de gouvernance et le comité de pilotage. **3 à 6 mois :** lancer les communautés de pratique et le tableau de bord de mise en œuvre. **6 à 24 mois :** bilans trimestriels de mise en œuvre et bilan annuel.	Mise en place d'un comité de pilotage ; tableau de bord opérationnel ; réalisation de bilans trimestriels de mise en œuvre ; publication d'un rapport annuel de mise en œuvre ; suivi des engagements.

4.2.1 Communautés de pratique : faciliter le dialogue

L'« Implementation Clock » organise chaque trimestre des communautés de pratique, des tables rondes sur la mise en œuvre et des événements régionaux d'apprentissage qui rassemblent des décideurs politiques, des chercheurs, des dirigeants du secteur privé, des bailleurs de fonds et de jeunes innovateurs afin d'échanger des expériences, d'identifier les obstacles à la mise en œuvre et de partager les bonnes pratiques émergentes. Ces dialogues permettent de maintenir la dynamique au-delà du Forum et favorisent un apprentissage adaptatif entre les pays et les secteurs.

4.2.2 Tableau de bord de suivi de la mise en œuvre : instaurer la responsabilité

L'« Implementation Clock » s'appuie sur un cadre de responsabilité partagé pour suivre les progrès réalisés par rapport aux engagements pris lors de l'ADIF. Grâce à des tableaux de

bord de mise en œuvre, des bilans annuels, des rapports d'avancement et des indicateurs de performance convenus, les institutions participantes évaluent collectivement les progrès, identifient les défis liés à la mise en œuvre et favorisent une prise de décision fondée sur des données factuelles. La responsabilité va donc au-delà de la simple reddition de comptes pour inclure l'évaluation par les pairs, la résolution conjointe des problèmes et l'apprentissage continu.

4.2.3 Favoriser les partenariats stratégiques

Consciente que la mise en œuvre nécessite une collaboration entre les différentes institutions, l'« Implementation Clock » favorise activement la création de partenariats entre les gouvernements, les institutions financières de développement, les investisseurs privés, les groupes de réflexion, les instituts de recherche et les partenaires de développement. Cela inclut l' , la facilitation des opportunités d'investissement, la coopération technique, le dialogue politique et la résolution collaborative des problèmes afin d'accélérer la mise en œuvre des initiatives prioritaires.

4.3 Responsabilité et gouvernance : le cadre RACI

L'« Implementation Clock » de l'ADIF est conçu comme une **plateforme de mise en œuvre gérée conjointement**, avec un leadership partagé entre les institutions stratégiques, tandis que la CEA joue le rôle de coordinateur continental et de secrétariat. Plutôt que de concentrer la responsabilité au sein d'une seule institution, la gouvernance reflète la nature multipartite de l'ADIF en répartissant les responsabilités de mise en œuvre entre des organisations disposant d'avantages comparatifs complémentaires.

Le modèle de mise en œuvre proposé établit une distinction entre les acteurs « **responsables »** de la mise en œuvre, ceux « » et **« responsables »** de la réalisation globale, ceux qui doivent être **« consultés »** pour obtenir des orientations techniques et stratégiques, et ceux qui doivent être **« informés »** par le biais de rapports réguliers, conformément au cadre RACI (Responsable, Comptable, Consulté, Informé) **(voir annexe 1).**

5. Arguments en faveur d'une coordination continue et d'un soutien à la mise en œuvre

L'ADIF 2026 a démontré que le Forum a évolué, passant d'un simple rassemblement de deux jours à une plateforme continentale dédiée à la mise en œuvre. Le Forum a donné lieu à un ensemble d'engagements interdépendants couvrant la réforme des politiques, le développement de l'écosystème entrepreneurial, le développement des compétences, la gouvernance de l'IA, la mise en œuvre de la ZLECA, l'industrialisation verte, la mobilisation des investissements et l'innovation portée par les jeunes. Ces engagements impliquent plusieurs États membres, des divisions de la CEA, des institutions de financement du développement, des groupes de réflexion, des partenaires du secteur privé et des réseaux de jeunes, qui ont tous exprimé leur volonté de collaborer au-delà du Forum.

La concrétisation de ces engagements nécessite désormais une fonction de coordination dédiée afin de faire passer le « compteur de mise en œuvre de l'ADIF » du stade conceptuel à celui de la mise en œuvre. Au cours des six prochains mois, un travail préparatoire sera nécessaire pour mettre en place les mécanismes de gouvernance, convoquer le comité de pilotage du partenariat de mise en œuvre, identifier les États membres chefs de file et les partenaires stratégiques, lancer les communautés de pratique, élaborer le tableau de bord de mise en œuvre et le cadre de résultats, préparer les plans de travail thématiques, mobiliser les partenariats et les ressources, et soutenir la mise en œuvre des actions prioritaires convenues. Ces activités sont essentielles pour maintenir la dynamique et garantir que les engagements pris lors du Forum se traduisent par des programmes de travail coordonnés.

Les participants ont constamment souligné la nécessité d'un engagement soutenu au-delà du Forum, par le biais d'un apprentissage structuré entre pairs, d'un soutien technique et consultatif, de la mise en relation de partenariats, de conseils en matière de mise en œuvre et de bilans périodiques. Sans capacités dédiées de planification et de coordination durant cette phase de mise en place, il existe un risque important que l'engagement des parties prenantes s'affaiblisse, que les partenariats ne soient pas officialisés et que les engagements de mise en œuvre perdent de leur élan avant que le « compteur de mise en œuvre » ne devienne opérationnel.

Pour ces raisons, il est recommandé que la CEA conserve une fonction de coordination dédiée pendant une période de transition initiale de six mois afin de mettre en œuvre le « calendrier de mise en œuvre » de l'ADIF. Ce rôle de coordination ferait office de secrétariat pour le partenariat de mise en œuvre en cours de création, garantissant une planification efficace, l'engagement des parties prenantes, la gouvernance, le suivi, la communication et la mobilisation des ressources. Investir dans cette capacité de coordination à court terme permettra de jeter les bases institutionnelles nécessaires pour transformer l'ADIF, qui est aujourd'hui un forum couronné de succès, en une plateforme de mise en œuvre durable capable de générer des progrès mesurables dans le cadre du programme africain pour l'emploi.

Point 1 : Tableau de bord des performances

Domaine	Note	Remarques
Satisfaction globale des participants	**96 %**	Un taux de participation proche de celui du COM 2026 (97 %) — un résultat exceptionnel pour un forum inaugural
Contenu et pertinence thématique	**95 %**	Des sessions de grande qualité ; des intervenants crédibles ; une animation efficace
Organisation et logistique de	**Très satisfaisants**	Le PCMS, les TIC, la

Domaine	Note	Remarques
l'événement		restauration et les installations ont tous bien fonctionné malgré la pression
Implication des jeunes et des parties prenantes	**Très satisfaisants**	Les membres du YEN ont été exceptionnels ; participation diversifiée ; format interactif
Série de webinaires préalables au forum	**Très satisfaisants**	Cette série de 5 mois a considérablement amélioré la qualité du contenu
Calendrier de validation du budget	**Faible**	Confirmation intervenue peu avant l'événement — ce qui a entraîné des retards en cascade en aval
Clarté des rôles et des responsabilités	**Faible**	Pas de matrice RACI ; confusion quant à la responsabilité des fonctions clés entre les équipes
Capacité du secrétariat de l'ADIF	**Faible**	Une équipe de trois personnes chargée de toute la coordination — une sous-estimation flagrante
Inscription et gestion des participants	**À améliorer**	Convivialité d'Indico ; absence de critères de sélection ; délai d'attente pour l'approbation
Conception et calendrier du programme	**À améliorer**	Sessions surchargées ; pauses insuffisantes ; absence de moments dédiés au réseautage
Implication du gouvernement et des décideurs politiques	**Lacune**	Sous-représentation due à une mobilisation tardive, elle-même due à des retards budgétaires
Planification des services de documentation	**À améliorer**	Aucune exigence préalable ; le code budgétaire n'a pas été communiqué à temps
Calendrier et déroulement des conférences	**À améliorer**	Conférences consécutives avec l'ARFSD/COM — fatigue signalée

Domaine	Note	Remarques
Suivi / Calendrier de mise en œuvre	**À déterminer**	Annoncé mais pas encore mis en œuvre

Annexe 2 : Cadre RACI d'

Mise en œuvre Priorité	Responsable (R)	Responsable devant (A)	Consulté (C)	Informé (I)
Coordination globale de l'ADIF en matière d' Feuille de route et	10 membres de l'équipe Secrétariat avec l'OES de la CEA et l'IDEP (soutenu par	**partenariat de mise en œuvre de l'ADIF Partenariat de mise en œuvre Comité de pilotage**	ACET, Oxford Martin School, Policy Centre of the New South, BAD, OIT, PNUD, réseaux de jeunes	Tous les et les communautés de pratique

Partenariats Partenariats	Fondation (ou partenaires agréés)		associations, pouvoirs publics	Communautés de pratique
Suivi, évaluation et Bilan	Secrétariat de la CEA	**Comité de pilotage de l'ADIF**	Groupes de réflexion, partenaires de développement, États membres États membres	Toutes les parties prenantes de l'ADIF